

**PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
D'AVIGNON UNIVERSITE**

**SEANCE DU 16 MARS 2021**

-

**EN VISIOCONFERENCE**

Le 16 mars 2021 à 14h30, les membres du Conseil d'administration d'Avignon Université se sont réunis en visioconférence sur convocation du Président de l'établissement.

#### **ÉTAIENT PRÉSENT.E.S**

M. Philippe ELLERKAMP, Président d'Avignon Université

M. Samuel PRISO-ESSAWE, Vice-président du Conseil d'administration (VP CA)

M<sup>me</sup> Catherine CARBONE, Directrice adjointe de la Direction régionale académique de l'enseignement supérieur (DRAES), représentant le Recteur de la Région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur

#### **Collège A**

M<sup>mes</sup> et MM. LE FRIANT, CASTELNUOVO, MACE-BARBIER, LEFEVRE (procuration à M. PRISO-ESSAWE à compter de 16h), BLANKE

#### **Collège B**

M<sup>me</sup> et MM. PRISO-ESSAWE, RAULT, COSTA, DURAND

#### **Collège BIATSS**

M<sup>mes</sup> et M. POITEVIN, BERNARD, ANDRE

#### **Collège ÉTUDIANT**

M<sup>me</sup> BERTO

#### **Collège Personnalités Extérieures**

M<sup>mes</sup> et MM. GAGNIARD (Ville d'Avignon), NABOT (INRAE PACA), FAURE (Société AGRO'NOVAE), CAILLE (Syndicat des métaux de Marseille), REBMEISTER (Collège Frédéric Mistral)

#### **REPRÉSENTÉ.E.S**

M<sup>mes</sup> et M. GIMELLO-MESPLOMB (procuration à M. COSTA), LUNARDELLI (procuration à M. COSTA), SANTONI (procuration à M. ELLERKAMP)

#### **ABSENT.E.S ET EXCUSÉ.E.S**

MM. WENZEL, BERRAG, BRUN, WIDENDAELE, DIONE, BISSIERE, GONTARD

#### **PARTICIPANT À TITRE CONSULTATIF DE DROIT**

M. BARBE, Directeur de la Bibliothèque universitaire, présent

M. BOUBERTEKH, Directeur Général des Services (DGS), présent

M. GUINTOLI, Agent comptable, présent

M. GUIN, Président du Grand Avignon, excusé

#### **INVITÉ-E-S PRÉSENT-E-S**

M<sup>me</sup> ANDRZEJEWSKI, Conseillère Sûreté (FSD) et Ingénierie des Risques (CSIR)

M. BOURDAGEAU, Directeur des ressources humaines (DRH), Directeur général adjoint (DGA)

M. BOUSSAT, Directeur adjoint des ressources humaines

M. BOUYER, Adjoint à l'Agent comptable

M<sup>me</sup> DRANSART, Directrice de l'Institut universitaire de technologie (IUT)

M<sup>me</sup> FALKERT, Doyenne de l'UFR Arts, Lettres et Langues (ALL)

M. GAULTIER, Associé et Directeur KPMG Avignon

M. LAURANT, Vice-président délégué à l'insertion professionnelle (VP IP)

M. LINARES, Vice-président de la Commission de la Recherche (VP CR)

M. MARNEFFE, Directeur des Finances, des Achats et du Contrôle Interne (DFACI), Directeur général adjoint (DGA)

M. MARREL, Doyen de l'UFR Droit, Economie, Gestion (DEG)

M. MONNET, Directeur du Service de la formation tout au long de la vie (SFTLV)

M<sup>me</sup> PORTAL, Chargée d'affaires administratives et institutionnelles

M<sup>me</sup> SAVARIT, Directrice adjointe des finances, des achats et du contrôle interne, Responsable des affaires budgétaires

M. SPRIET, Vice-président délégué au numérique et à l'innovation pédagogique (VP NIP)

M<sup>me</sup> TIXIER, Vice-présidente déléguée aux relations internationales (VP RI)

**Ordre du jour de la séance du Conseil d'administration  
réuni en formation plénière le 16 mars 2021**

1. Informations générales communiquées par le Président
2. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 16 février 2021
3. Crise sanitaire Covid-19 : point de situation
4. Affaires financières
  - 4.1 Compte financier 2020
  - 4.2 Approbation de la procédure interne d'élaboration du budget 2022
  - 4.3 Tarifs des formations du Service de la formation tout au long de la vie (SFTLV) au titre des années universitaires 2021-2022 et 2022-2023
    - 4.3.1 Tarifs inférieurs à 3 000 euros : pour information
    - 4.3.2 Tarifs supérieurs à 3 000 euros : pour approbation
5. Formation et vie étudiante : prolongation de l'année universitaire 2020-2021 jusqu'au 31 décembre 2021
6. Recherche
  - 6.1 Dispositif de chaire partenariale : révision du document de cadrage
  - 6.2 Approbation du dispositif d'intéressement des personnels de l'université à la valorisation des résultats de la recherche publique
7. Affaires institutionnelles : désignation d'un personnel BIATSS au sein du collège Etablissement du Conseil de gestion de la Fondation universitaire
8. Questions diverses

## Relevé de décisions

Membres composant le conseil : 29

Membres présents : 19

Membres suppléés : 3

Membres absents et non suppléés : 7

### **1. Informations générales communiquées par le Président**

### **2. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 16 février 2021**

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

### **3. Crise sanitaire Covid-19 : point de situation**

⇒ Pour information du Conseil d'administration

### **4. Affaires financières**

#### **4.1 Compte financier 2020**

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

#### **4.2 Approbation de la procédure interne d'élaboration du budget 2022**

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

#### **4.3 Tarifs des formations du Service de la formation tout au long de la vie (SFTLV) au titre des années universitaires 2021-2022 et 2022-2023**

##### **4.3.1 Tarifs inférieurs à 3 000 euros : pour information**

⇒ Pour information du Conseil d'administration

##### **4.3.2 Tarifs supérieurs à 3 000 euros : pour approbation**

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

### **5. Formation et vie étudiante : prolongation de l'année universitaire 2020-2021 jusqu'au 31 décembre 2021**

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

### **6. Recherche**

#### **6.1 Dispositif de chaire partenariale : révision du document de cadrage**

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

#### **6.2 Approbation du dispositif d'intéressement des personnels de l'université à la valorisation des résultats de la recherche publique**

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

### **7. Affaires institutionnelles : désignation d'un personnel BIATSS au sein du collège Etablissement du Conseil de gestion de la Fondation universitaire**

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (*trois abstentions*)

### **8. Questions diverses**

⇒ Néant



Après s'être assuré que le quorum est atteint, le Président d'Avignon Université ouvre la séance.

## **1. Informations générales communiquées par le Président**

**Loi de programmation de la recherche (LPR) :** un décret d'application fixe les montants de revalorisation des primes de recherche d'enseignement supérieur au profit des personnels enseignants-chercheurs équivalant à une augmentation de +/-600 euros bruts annuels pour les professeurs des universités et de +/-1 100 euros bruts annuels pour les maîtres de conférences. Une revalorisation de la prime d'enseignement supérieur est également prévue au profit des personnels enseignants. Cette première mesure devrait être effective à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021.

800 emplois de professeurs devraient être mis au concours au titre du repyramidage pour les maîtres de conférences de plus de 10 ans d'ancienneté et titulaires de l'habilitation à diriger des recherches (HDR). La mise en œuvre de cette mesure devraient débuter en 2022. L'établissement pourrait espérer à ce titre entre deux et quatre supports.

700 financements de contrats doctoraux devraient intervenir d'ici décembre 2021, ayant vocation à être poursuivis les années suivantes.

Enfin, une enveloppe de 18 millions d'euros a été fléchée sur la compensation partielle des sous-dotations des établissements de l'enseignement supérieur de façon à rééquilibrer les subventions pour charges de service public (SCSP) rapportées aux effectifs étudiants. Les moyens qui pourraient être alloués à l'établissement à ce titre pourraient donner la possibilité d'une campagne d'emplois à l'échelle de celles des deux dernières années. Néanmoins, ils ne feraient que compenser l'arrêt annoncé des mesures ORE.

## **2. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 16 février 2021**

Prenant la parole, Monsieur Samuel Priso-Essawe, Vice-président du Conseil d'administration (VP CA), invite les membres du Conseil à faire part de remarques éventuelles sur le projet de procès-verbal de la séance du 16 février 2021 (*cf. annexe point 2*).

A défaut d'observation, le VP CA soumet ce procès-verbal au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

## **3. Crise sanitaire Covid-19 : point de situation**

Le Président invite Madame Florence Andrzejewski, Conseillère sûreté et ingénierie des risques (CSIR/FSD), à présenter ce point.

La situation pandémique au niveau de l'établissement reflète la tendance observée à l'échelle du département de Vaucluse, à savoir un léger plateau infléchi des cas positifs ces dernières semaines suivi d'une augmentation des contaminations depuis une semaine.

Sur les sept derniers jours, six cas positifs ont été recensés au sein de l'établissement. Les protocoles sanitaires spécifiques à la gestion des cas de variants brésiliens ont été mis en œuvre (allongement de la durée d'isolement à 10 jours), un rappel de la procédure interne de déclaration des cas positifs et cas contacts sera réalisé auprès des étudiants dans les prochains jours.

⇒ **Pour information du Conseil d'administration**

## **4. Affaires financières**

### **4.1 Compte financier 2020**

Après s'être assuré de l'obtention du quorum physique requis en matière budgétaire, le VP CA invite Monsieur Claude Guintoli, Agent comptable, et Monsieur Thierry Marneffe, Directeur des finances, des achats et du contrôle interne (DFACI), à présenter ce point.

La présentation du compte financier 2020 en CA répond à un double objectif, arrêter les comptes au 31 décembre 2020 et analyser l'exécution budgétaire au regard des dernières prévisions votées, notamment à travers le rapport de gestion de l'ordonnateur. Les données chiffrées sont issues de différents documents imposés par la réglementation et visent à fournir la meilleure information financière possible aux administrateurs.

Le compte financier 2020 présente une particularité puisque trois agents comptables ont successivement œuvré à son élaboration : Messieurs Gérard Houziel, Sébastien Bouyer et Claude Guintoli.

L'Agent comptable présente **les faits caractéristiques intervenus au cours de l'exercice 2020** :

- Obtention du projet PANORAMA dans le cadre de l'appel à projets « Territoires d'innovation pédagogique » (PIA/TIP) avec une enveloppe financière de 731 k€ allouée pour dix ans ;
- Poursuite du projet de Villa Creative dans le cadre de l'appel à manifestations d'intérêt « Sociétés universitaires et de recherche » (PIA/SUR) ;
- Mise en place d'un nouveau Conseil de gestion de la Fondation universitaire et élection de son nouveau Président ;
- Gestion de la crise sanitaire covid-19 ayant impacté la comptabilité de manière générale (fermeture de l'établissement durant le premier confinement, recours aux fonds de la contribution de vie étudiante et de campus – CVEC – pour le financement des aides exceptionnelles aux étudiants, déploiement d'aides au rapatriement, achat d'équipements informatiques destinés aux personnels et aux étudiants, achat d'équipements de captation vidéo pour l'enseignement à distance...). Dès le mois de mars 2020, la fermeture de l'établissement a marqué un net fléchissement des engagements (+/-800 k€ de baisse sur deux mois par rapport à 2019) puis un second ralentissement avec le confinement d'octobre/novembre 2020. La baisse des engagements a impacté la consommation des crédits de paiement, l'infléchissement est plus tardif puisqu'il intervient en avril/mai puis à nouveau en novembre/décembre 2020 équivalant à une baisse totale de +/-630 k€ de crédits de paiement consommés par rapport à 2019.

L'un des principes fondateurs du compte financier est la séparation des tâches entre l'ordonnateur et le comptable. Le Président de l'université, ordonnateur, décide en opportunité des dépenses et constate les recettes. L'Agent comptable quant à lui assure une fonction de caissier (manement des fonds publics nécessaires aux opérations de dépenses et de recettes décidées par l'ordonnateur), de contrôleur (vérification de la régularité des opérations prescrites par l'ordonnateur) et tient la comptabilité générale, la comptabilité des crédits de paiement et assure le suivi de l'encaissement des recettes.

Monsieur Guintoli rappelle **la composition du compte financier en exécution**, présente **le socle réglementaire et le calendrier** associés (*cf. annexe point 4.1 - diaporama de présentation – p.10 à 13*).

Il présente ensuite **les principaux constats et enseignements de l'exercice 2020** :

- Un résultat excédentaire de 1,56 M€ (contre 2,39 M€ en 2019) ;
- Une hausse des produits de 0,78 M€ due pour une bonne part à une forte augmentation de la SCSP de +/- 1,12 M€ mais également à une progression des ventes de produits fabriqués, prestations de service et marchandises (notamment en recherche) de 0,23 M€, les autres postes accusant une baisse de 0,45 M€ (baisse des produits de la formation tout au long de la vie, de la taxe d'apprentissage, des recettes des colloques en raison de la crise sanitaire, de la contribution de vie étudiante et de campus liée à un changement de gestion : suivi en encaissement annuel) ;
- Une hausse des charges plus forte que celle des produits, soit une augmentation de 1,62 M€. Tous les postes de charges n'ont pas évolué de la même manière : hausse significative des charges de personnel ; baisse des consommations de fluides, des achats de fournitures, des frais de mission et de réception dues au contexte de crise sanitaire ;
- Une hausse des charges de personnel qui s'établissent à 48,41 M€ représentant 80 % de l'ensemble des charges (augmentation de 1,94 M€ en 2020 soit +4,2 %) :
  - o Des rémunérations principales et accessoires en hausse de 1,10 M€ (+4,3 %) ;
  - o Des charges patronales en hausse de 0,58 M€ (+3 %) ;
  - o Des primes et indemnités en hausse de 0,26 M€ (+8,6 %) ;
- Des investissements en augmentation (+0,78 M€), l'exécution du programme pluriannuel d'investissement (PPI) et les achats de matériel informatique expliquant cette hausse sensible ;
- Des subventions d'investissement (0,23 M€) en forte diminution pour l'essentiel constituées de financements reçus ou à recevoir dans le cadre de contrats de recherche.



En ce qui concerne les agrégats de comptabilité générale :

- Un fonds de roulement global en hausse de 0,50 M€, s'élevant à 11,77 M€ ;
- Un fonds de roulement disponible (diminué des engagements de l'établissement et de la part propre à la Fondation universitaire) de 5,92 M€, équivalant à 37 jours de fonctionnement ;
- Une capacité d'autofinancement qui diminue légèrement pour atteindre 2,88 M€ et qui couvre la totalité des dépenses d'investissement ;
- Une trésorerie de 16,66 M€ ;
- Un solde budgétaire positif de 1,30 M€.

En ce qui concerne la Fondation universitaire :

- Un résultat déficitaire de 64 k€ qui s'explique par le fait que la Fondation a continué à financer des contrats doctoraux sans toutefois émettre de recettes ;
- Une absence de produits (ni don, ni produit de placements financiers, fin d'inscription au budget de la dotation consommable) ;
- Une baisse significative des charges (-97 k€), les contrats doctoraux rémunérés par la Fondation touchant à leur fin ;
- Un prélèvement sur fonds de roulement de 64 k€ ;
- Un solde budgétaire déficitaire de 64 k€.

L'Agent comptable indique que le compte financier de la Fondation universitaire a été présenté et approuvé lors de son Conseil de gestion le 18 février 2021.

Prenant la parole, le DFACI présente la soutenabilité à court, moyen et long termes du budget et de l'exécution budgétaire (*cf. annexe point 4.1 - diaporama de présentation – p. 22*).

**En matière de fonctionnement**, les charges s'élèvent à 60,3 M€ contre 58,7 M€ en 2019 (+1,6 M€) et les produits à 61,9 M€ contre 61,1 M€ en 2019 (+0,8 M€). Le résultat net comptable diminue de 833 k€.

En ce qui concerne les produits, le montant global est en augmentation de 1,3 % par rapport à 2019. Comme indiqué précédemment, cela résulte avant tout de la forte augmentation des subventions, de la vente de produits fabriqués, de prestations de service et de marchandises.

Le taux de réalisation des produits se situe cette année encore à un niveau élevé, correspondant à 97,8 % du budget initial et à 99,5 % du budget définitif. Cela traduit la justesse des prévisions dès le budget initial, celles-ci étant élaborées alors même que l'établissement n'a pas encore connaissance du montant de sa SCSP annuelle.

Le poste des ressources publiques représente une part très importante du total des produits de l'établissement (88 % en 2020 contre 87 % en 2019) avec une hausse d'1 M€ par rapport à l'exercice précédent (+1,9 %). Parmi ces ressources publiques, la SCSP augmente d'1,12 M€, ce qui correspond principalement à la hausse des crédits de masse salariale (+1,5 M€) destinés notamment à financer les mesures prises en faveur de l'établissement au titre de la loi ORE et le protocole « parcours professionnels, carrières et rémunérations » (PPCR). En parallèle, les crédits de fonctionnement diminuent de 0,39 M€ en raison principalement du transfert négocié avec le Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI) de 0,5 M€ de la section de fonctionnement vers la masse salariale.

Les autres subventions diminuent dans leur globalité de 0,19 M€, notamment la catégorie « autres subventions de fonctionnement », laquelle avait enregistré une hausse significative en 2019 en raison de la signature de nouveaux contrats de recherche.

Les ressources propres hors subventions s'élèvent globalement à 5 M€ en 2020 (contre 4,77 M€ en 2019). Elles sont principalement constituées :

- Des droits de scolarité (1,95 M€ en 2020 contre 1,38 M€ en 2019) en forte progression cette année encore en raison de l'extension de l'application de la réforme des droits d'inscription acquittables par les étudiants extra-communautaires déjà inscrits à l'université l'année précédente et qui continuent leur cursus. Si l'augmentation de ce produit évolue très significativement, la politique d'exonération partielle des droits différenciés pratiquée

par l'établissement se traduit par la comptabilisation d'une charge, le produit net impactant *in fine* le résultat de l'exercice étant donc égal au montant acquitté réellement par ces étudiants ;

- Des prestations de formation continue (1,57 M€ en 2020 contre 1,74 M€ en 2019) : après plusieurs années de forte progression, les produits de formation continue accusent une baisse significative ;
- Des prestations de recherche (0,87 M€ en 2020 contre 0,77 M€ en 2019 soit +14 %) : la poursuite du développement de l'activité de recherche se traduit par une augmentation des produits dans ce domaine.

Le ratio ressources propres/produits encaissables se situe pour la deuxième année consécutive au-delà de 14 % (contre 11 % en 2018). L'amélioration de ce ratio est due en particulier aux aides reçues au titre des nouveaux cursus à l'université (NCU) et des écoles universitaires de recherche (EUR).

Comme dans la grande majorité des universités, les subventions constituent la plus grande partie des produits (91 %).

En ce qui concerne les charges, leur montant total s'élève à 60,34 M€, (+1,62 M€). Les charges de personnel enregistrent à elles seules une augmentation de 1,94 M€, le reste se répartissant entre les autres charges de gestion (+0,54 M€), les amortissements (+0,07 M€) et les impôts et taxes (+0,01 M€). En parallèle, les achats et services extérieurs diminuent sensiblement (-0,94 M€).

L'exécution du budget de fonctionnement se situe à un niveau élevé (89,9 % du budget initial et 98 % du budget définitif). Les prévisions de charges de masse salariale restent très fiables, le taux d'exécution sur ce poste atteignant 100,1 % du budget définitif en fin d'exercice. Le dépassement de 46 k€ de la prévision est exclusivement dû à la hausse de la charge à payer sur rémunérations correspondant aux congés non pris, aux congés épargnés, aux rappels sur rémunérations et aux heures complémentaires effectuées mais non encore liquidées.

Le ratio charges décaissables/produits encaissables se situe à 95,2 % (contre 94,6 % en 2019), éloigné du seuil de vigilance que le MESRI a fixé à 98 %. Le ratio charges externes/produits encaissables est quant à lui de 9,8 % (contre 11,6 % en 2019), éloigné également du seuil de vigilance fixé à 15 %.

La dotation aux amortissements et provisions se porte à 3,38 M€ (contre 3,3 M€ en 2019). L'effet de ce poste sur le résultat de fonctionnement n'est pas négligeable même s'il est sans impact sur la comptabilité d'engagement ou de caisse ni sur la variation du fonds de roulement. La légère augmentation provient essentiellement de la constitution d'une provision pour risques, en-sus de l'habituelle dotation aux amortissements.

Les charges de personnel constituent le poste de charges le plus important de l'établissement (80 %). Elles s'élèvent à 48,41 M€ et progressent de 1,94 M€ par rapport à l'année précédente (+4,2 %). L'année 2020 enregistre une hausse significative du nombre d'emplois consommés (684 ETPT en 2020 contre 666 en 2019). Cette progression se traduit par une augmentation sensible des rémunérations principales et des cotisations patronales. Les dépenses d'heures complémentaires et de vacations quant à elles diminuent légèrement (1,82 M€ en 2020 contre 1,9 M€ en 2019 pour les heures complémentaires et les vacations d'enseignement / 0,23 M€ en 2020 contre 0,26 M€ en 2019 pour les autres vacations). Les charges hors paye restent stables (0,10 M€).

Le ratio charges de personnel/produits encaissables s'élève à 80,9 % (contre 79,3 % en 2019), en-deçà du seuil de vigilance fixé à 82 %.

Le résultat 2020 s'élève à 1 556 859 €. Pour la dixième fois consécutive depuis le passage de l'établissement aux responsabilités et compétences élargies (RCE), Avignon Université présente un compte de résultat excédentaire, supérieur à 1,5 M€ comme il l'était en 2013, 2018 et 2019. Ce résultat se répartit comme suit : 1 620 693 € au titre du budget principal et -63 834 € au titre du budget de la Fondation universitaire.

**En matière d'investissement**, le montant des subventions reçues représente 0,23 M€, les financements dus au titre du contrat de plan Etat-Région (CPER) n'étant attendus qu'à partir de 2021.

Le niveau d'investissement est en augmentation sensible, il s'établit à 2,62 M€ (contre 1,83 M€ en 2019).

Outre les investissements récurrents de la Direction opérationnelle des systèmes d'information (0,08 M€) et la Direction du Patrimoine (0,20 M€), les opérations inscrites au PPI ont mobilisé une partie significative de ces crédits (1,63 M€) : modernisation des systèmes d'information et du parc informatique, réaménagement des espaces de travail, transfert du Laboratoire de Pharm-Ecologie Cardiovasculaire (LaPEC), amélioration de la sécurité et de la protection de la santé des agents, amélioration de la performance énergétique des bâtiments, sûreté, accessibilité des locaux, équipements de recherche. Au-delà du PPI, des investissements ont également été réalisés sur les budgets des laboratoires de recherche, de l'UFR Sciences, Technologies, Santé (STS) et de l'Institut universitaire de technologie (IUT).



Les dépenses d'investissements ont pu être financées, comme en 2019, par la capacité d'autofinancement (CAF). L'établissement n'a donc pas eu à prélever dans le fonds de roulement pour faire face à ces dépenses.

Reprenant la parole, l'Agent comptable présente **les grands équilibres financiers**.

Le fonds de roulement s'élève à 11,77 M€ (+0,50 M€ par rapport à 2019) répartis comme suit : 5,5 M€ de provisions, contrats de recherche et PPI ; 0,3 M€ de part propre à la Fondation universitaire et 5,9 M€ de fonds de roulement net.

En ce qui concerne la trésorerie, le volume moyen pour l'exercice 2020 s'établit à 22,64 M€, ce qui représente 105 jours de charges décaissables. Les variations significatives sont liées aux versements trimestriels de la SCSP. La variation positive de la trésorerie constatée entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2020 représente 1,85 M€, répartie entre solde budgétaire (1,3 M€) et solde des opérations extrabudgétaires (0,55 M€).

La parole est donnée au DFACI pour présenter l'analyse du compte financier 2020 en mode gestion budgétaire et comptable publique (GBCP).

En ce qui concerne le budget d'emplois, le nombre d'emplois s'est élevé en 2020 à 684 ETPT (+18 ETPT par rapport à 2019) soit une augmentation de 2,7 %. Il se situe largement sous le plafond de 705 ETPT voté par le CA de l'établissement.

Les effectifs d'enseignants et d'enseignants-chercheurs sont en hausse (+6 ETPT), comme ceux des personnels BIATSS (+12 ETPT).

Globalement, le nombre de titulaires augmente moins rapidement que celui des agents contractuels (respectivement +6 ETPT et +12 ETPT).

Le nombre des emplois sous plafond Etat croît significativement (+18 ETPT) alors que les emplois sous plafond ressources propres connaissent une parfaite stabilité.

En ce qui concerne les autorisations d'engagement (AE), l'établissement a consommé 59,83 M€ d'AE. Ce montant est supérieur de 2,71 M€ par rapport à 2019 (soit +4,7 %), cette différence masquant des écarts très différents d'une enveloppe à l'autre : +1,42 M€ pour les dépenses de personnel ; -0,98 M€ pour les dépenses de fonctionnement et +2,27 M€ pour les dépenses d'investissement.

48,68 M€ de ces engagements correspondent à des dépenses de personnel soit plus de 81 % des AE.

Le taux d'exécution des AE s'élève à 92,3 % du budget initial et à 96,2 % du budget définitif, ce qui traduit là encore la qualité des prévisions budgétaires.

En ce qui concerne les crédits de paiement (CP), ceux-ci s'élèvent à 58,04 M€ soit une augmentation de 1,87 M€ par rapport à 2019 (+1,42 M€ de personnel, -0,62 M€ de fonctionnement et +1,08 M€ d'investissement).

L'écart entre les AE et les CP s'élève en 2020 à 0,8 M€.

Pour ce qui est de l'enveloppe « investissement », les CP dépensés s'élèvent à 2,63 M€, correspondant aux factures d'équipements et de travaux réglés au cours de l'exercice.

Le taux d'exécution des CP s'élève à 90,1 % du budget initial et à 94,8 % du budget définitif.

Les recettes (encaissements) ont globalement diminué de 0,22 M€. La part de l'Etat a augmenté (+1,26 M€ dont +1,12 M€ au titre de la seule SCSP), celle des autres financeurs, publics comme privés, a diminué (-1,48 M€). Cette baisse résulte notamment de l'absence de versements reçus en 2020 au titre du CPER (à venir sur 2021) et affecte également l'activité d'innovation et de recherche, la CVEC, l'opération Ville Campus et la taxe d'apprentissage.

Le taux d'exécution des recettes s'élève à 96,1 % du budget initial et à 98,2 % du budget définitif.

Le solde budgétaire, calculé par différence entre les encaissements (recettes) et les décaissements (dépenses) réalisés en exécution du budget de l'exercice, est donc logiquement en baisse mais reste largement excédentaire (1,30 M€).

(cf. annexes point 4.1).

Le compte financier 2020 a recueilli l'avis favorable à l'unanimité de la Commission des finances le 10 mars 2021.

A l'issue de cette présentation, le VP CA invite Madame Catherine Carbone, Directrice adjointe de la Direction régionale académique de l'enseignement supérieur (DRAES), représentant Monsieur le Recteur de la Région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur, à faire part d'observations éventuelles.

Madame Carbone confirme la bonne situation financière d'Avignon Université sur le compte financier 2020 qui présente des indicateurs globalement très positifs.

La parole est donnée aux membres du CA.

Madame Delphine Blanke demande si l'excédent résultant du solde budgétaire peut être thésaurisé en vue de compenser, au cours des années à venir, une baisse éventuelle des subventions allouées à l'établissement.

Monsieur Marneffe indique que la variation du fonds de roulement est positive ce qui signifie que les excédents alimentent le fonds du roulement. Ce fonds de roulement est utilisé par l'établissement pour investir. Le PPI est financé dans sa quasi-intégralité par les excédents annuels de l'exercice qui sont venus abonder le fonds de roulement. Monsieur Marneffe précise que la réglementation ne permet pas d'utiliser ce fonds de roulement pour d'autres dépenses que des dépenses d'investissement.

A l'issue de ces échanges, la parole est donnée à Monsieur Pierre Gaultier, Associé et Directeur KPMG Avignon, Commissaire aux comptes.

Monsieur Gaultier indique que pour cet exercice, comme pour les précédents, l'audit du compte financier par les commissaires aux comptes s'est parfaitement bien déroulé. Il informe les administrateurs que cette année encore le rapport sur les comptes annuels de l'établissement ne présente pas de réserve.

Monsieur Gaultier procède à la lecture d'extraits du rapport précité :

*« En exécution de la mission qui nous a été confiée par le CA, nous avons effectué l'audit des comptes annuels d'Avignon Université relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020. Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français applicables aux établissements publics nationaux, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'établissement à la fin de cet exercice. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie Responsabilités du commissaire aux comptes du présent rapport. »*

*« Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les rapports de gestion de l'ordonnateur et de l'Agent comptable et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux autorités de tutelle, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de nous prononcer sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des données budgétaires. »*

Monsieur Gaultier indique que les paragraphes relatifs à la justification des appréciations des commissaires aux comptes n'appellent pas de commentaire particulier. Il précise que l'intégralité dudit rapport est disponible auprès du Président de l'université.

Ce rapport conclut à la certification pure et simple des comptes annuels de l'établissement.

A l'issue de cette intervention, le Commissaire aux comptes se tient à la disposition des membres du CA pour répondre à leurs questions éventuelles.

A défaut de prise de parole, le Président soumet le compte financier 2020 au vote des administrateurs.

Le CA arrête les éléments d'exécution budgétaire suivants :

- 574 ETPT sous plafond et 109,5 ETPT hors plafond
- 59 834 795 € d'autorisations d'engagement dont :
  - 48 683 386 € personnel
  - 6 980 336 € fonctionnement
  - 4 171 074 € investissement
- 58 032 117 € de crédits de paiement dont :
  - 48 660 626 € personnel
  - 6 739 108 € fonctionnement
  - 2 632 383 € investissement



- 59 329 976 € de recettes
- 1 297 859 € de solde budgétaire (excédent)

Le CA arrête les éléments d'exécution comptable suivants :

- 1 853 222 € de variation de trésorerie
- 1 556 859 € de résultat patrimonial
- 2 880 353 € de capacité d'autofinancement
- 496 258 € de variation de fonds de roulement

Le CA décide d'affecter le résultat bénéficiaire de la section de fonctionnement du budget principal, soit à hauteur de 1 620 692,91 € en report à nouveau.

Il décide d'affecter le résultat déficitaire de la section de fonctionnement de la Fondation universitaire, soit à hauteur de 63 833,61 € en report à nouveau.

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, de la situation patrimoniale, des opérations pluriannuelles, le compte de résultat, le bilan et l'annexe seront joints à la délibération correspondante.

Le CA approuve la sortie des immobilisations 2020.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

Le Président remercie Monsieur Gaultier pour l'audit des comptes de l'établissement et ses conclusions sans réserve qui honorent l'établissement, l'ensemble des personnels de l'Agence comptable et de la DFACI.

#### **4.2 Approbation de la procédure interne d'élaboration du budget 2022**

Le VP CA rappelle que cette procédure interne se présente sous la forme d'un calendrier qui reprend les différentes étapes d'élaboration du budget 2022. Il précise qu'aucune nouveauté n'intervient cette année : le débat d'orientation budgétaire (DOB) et la fixation des enveloppes de moyens destinés à la formation et à la recherche ont été rapprochés comme l'an passé. Les conférences bilatérales avec les différents services et composantes, qui n'ont pas pu avoir lieu en 2020 (à l'exception de deux demandes particulières) en raison du contexte de crise sanitaire, ont été rétablies pour 2021 (*cf. annexe point 4.2*).

La procédure interne d'élaboration du budget 2022 a recueilli l'avis favorable à l'unanimité de la Commission des finances le 10 mars 2021.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet la procédure interne d'élaboration du budget 2022 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

#### **4.3 Tarifs des formations du Service de la formation tout au long de la vie (SFTLV) au titre des années universitaires 2021-2022 et 2022-2023**

Le VP CA invite Monsieur Fabien Monnet, Directeur du SFTLV, à présenter les tarifs des formations pour la période 2021-2023.

Monsieur Monnet présente les modifications majeures qui impactent la politique tarifaire 2021-2023 proposée au vote des administrateurs :

- Un tarif horaire fondé sur la facturation pratiquée sur les contrats de professionnalisation et les formations du service ;
- Un alignement des tarifs appliqués aux contrats de professionnalisation sur ceux pratiqués sur les contrats d'apprentissage pour une mise en cohérence ;
- Les tarifs individuels portés à 50 % des tarifs de coûts contrats ;
- La fixation d'un tarif plancher de 5 € de l'heure ;



- La fixation de tarifs demandeurs d'emplois financés par Pôle Emploi généralisés à l'ensemble des formations portées par le service ;
- Une harmonisation des tarifs selon les cycles de formation : 15€/h pour les licences et 20€/h pour les masters lorsqu'il y a une prise en charge ; 10€/h en cas de financement à titre individuel ;
- La fixation du tarif seuil pour les étudiants en reprise d'études payant à titre individuel à hauteur de 1 250€.

#### **4.3.1 Tarifs inférieurs à 3 000 euros : pour information**

Les administrateurs sont informés des modifications de tarifs intervenues entre les périodes 2019-2021 et 2021-2023 (*cf. annexe point 4.3.1*). Ce point ne soulève aucune observation.

⇒ **Pour information du Conseil d'administration**

#### **4.3.2 Tarifs supérieurs à 3 000 euros : pour approbation**

Les administrateurs sont informés des modifications de tarifs intervenues entre les périodes 2019-2021 et 2021-2023 (*cf. annexe point 4.3.2*).

Madame Sandra Poitevin demande la parole. Faisant référence à l'augmentation du tarif prise en charge de la licence professionnelle « Organisation et gestion des établissements hôteliers et de restauration » (10 636 euros en 2021-2023 contre 6 320 euros en 2019-2021), elle souhaite savoir si le différentiel résultant d'une prise en charge OPCO se situant en-deçà du tarif en vigueur devra être supporté par les entreprises.

Monsieur Monnet indique que les tarifs dits prise en charge entreprise ou organisme correspondent à des tarifs plafond. A l'instar de ce que pratiquait le CFA Epure Méditerranée, le SFTLV ne fait pas peser le reste à charge sur l'entreprise.

A l'issue des échanges, le VP CA soumet la nouvelle grille tarifaire pour la période 2021-2023 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

### **5. Formation et vie étudiante : prolongation de l'année universitaire 2020-2021 jusqu'au 31 décembre 2021**

Présentant ce point, le VP CA indique que parmi ses nombreux effets, la crise sanitaire rend difficile la validation de stages de fin d'études dont l'organisation peut être fortement retardée et perturbée.

Il est donc proposé de prolonger l'année universitaire en cours jusqu'au 31 décembre 2021 afin de permettre pour les formations qui le souhaitent, la tenue de jurys spécifiques à l'automne 2021. Le rallongement de l'année universitaire est en cours dans la plupart des universités et avait déjà été mis en place au sein de l'établissement en 2020.

La Commission de la formation et de la vie universitaire (CFVU), en sa séance du 18 février 2021, s'est prononcée favorablement sur cette prolongation.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Madame Poitevin demande si cette mesure a vocation à s'appliquer à tous les étudiants.

Le VP CA indique que pour les formations dont les étudiants n'auraient pas pu mener leur stage de fin d'études à leur terme, les jurys auront la possibilité de se tenir jusqu'en décembre 2021. Cette prolongation n'aura donc pas d'effet sur les formations qui auront terminé leur programme au 30 juin 2021.

A l'issue des échanges, le VP CA soumet cette mesure au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

## 6. Recherche

Le VP CA invite Monsieur Georges Linarès, Vice-président de la Commission de la Recherche (VP CR), à présenter ces points.

### 6.1 Dispositif de chaire partenariale : révision du document de cadrage

Ce dispositif a été adopté en CA le 9 juin dernier. Il a vocation à accompagner le développement des thématiques phares du projet scientifique de l'établissement, à les inscrire dans la durée et à consolider les partenariats sur lesquelles reposent ces thématiques scientifiques. Les chaires partenariales constituent également un outil de mise en visibilité de ces thématiques et de consolidation de la position de l'établissement dans ces domaines scientifiques.

Les modifications apportées au document de cadrage initial concernent d'une part la fixation d'un plafond de décharge (un demi service d'enseignement), d'autre part la mise en place d'une évaluation systématique à mi-parcours et enfin la simplification du parcours de validation du projet de chaire partenariale (évaluation par la CR et, le cas échéant, par la CFVU si la candidature s'appuie également sur un projet de formation).

(cf. annexe point 6.1).

Ce dispositif modifié a été approuvé par la CR en sa séance du 14 janvier 2021.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet la révision du document de cadrage du dispositif de chaire partenariale au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

### 6.2 Approbation du dispositif d'intéressement des personnels de l'université à la valorisation des résultats de la recherche publique

La réglementation prévoit l'intéressement des inventeurs aux produits de l'exploitation des brevets. Le dispositif soumis au vote des administrateurs a vocation à étendre cet intéressement à la cession de brevets.

Cette politique est pratiquée par de nombreuses universités et nécessite pour sa mise en œuvre l'adoption d'un document de cadrage par le CA de l'établissement (cf. annexes point 6.2).

Prenant la parole, le VP CA indique qu'il s'agit d'un alignement de ce dispositif sur celui déjà mis en œuvre en interne en matière d'exploitation de brevets.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Grégory Durand demande des précisions sur la notion de contrats de recherche dans les opérations concernées.

Le VP CR indique que la cession de brevets intervient dans le cadre de contrats de collaboration. Il s'agit en l'occurrence d'un intéressement des chercheurs à la cession de brevets et non pas aux contrats de collaboration en général. Ce dispositif a vocation à appliquer le même niveau d'intéressement des chercheurs de l'université dans les cas de cession des brevets afin que ceux-ci ne perdent pas le gain potentiel lié à l'exploitation des brevets. Il s'agit d'une mise en cohérence, de sorte que les inventeurs puissent être intéressés à la cession des brevets au même titre que ce qui est d'ores et déjà pratiqué en matière d'exploitation des brevets.

A l'issue des échanges, le VP CA soumet le document de cadrage de ce dispositif d'intéressement au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

## 7. Affaires institutionnelles : désignation d'un personnel BIATSS au sein du collège Etablissement du Conseil de gestion de la Fondation universitaire

Suite à la démission de Madame Carole Mahieu de son siège de membre du collège « Etablissement » de la Fondation universitaire, il convient de procéder à son remplacement.

Conformément aux statuts de la Fondation universitaire, il appartient au Président de l'université de proposer aux administrateurs un nouveau membre relevant de la catégorie des personnels BIATSS qui siègera pour la durée du mandat restant à courir.

Prenant la parole, le Président rappelle qu'après plusieurs années de mise en sommeil, le Conseil de gestion de la Fondation universitaire a été mis en conformité (désignation des personnalités qualifiées, élection du Président de la Fondation).

Afin de pourvoir le siège laissé vacant, le Président de l'université propose la candidature de Madame Anne-Lise Rosier, Directrice de cabinet d'Avignon Université depuis 2017, après avoir travaillé six ans au Secrétariat général du Ministère de la Culture et trois ans en cabinet d'avocats international à Paris.

Madame Rosier est fortement mobilisée par le projet de Villa Creative et le portage du projet de l'AMI SUR/PIA qui soutiendra l'autonomie financière et le modèle économique de la Villa Creative. Dans ce cadre, 1 M€ ont pu être levés sur la seule année écoulée.

Par ailleurs, l'action de Madame Rosier est au cœur des dispositifs des écosystèmes de l'établissement et œuvre notamment à la recherche de financements, en lien avec les élus et les entreprises du territoire. Madame Rosier a en cela toute sa place pour avoir une contribution positive à la dynamique nouvellement engagée par la Fondation. Le Président de la Fondation a présenté cette candidature au nouveau Conseil de gestion qui l'a entérinée.

La parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet la candidature de Madame Rosier au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (trois abstentions)**

## 8. Questions diverses

Néant

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 16h20.

Le Président d'Avignon Université

